PV validé par secrétaire
JP BRU

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 6 DECEMBRE 2024 A JUIGNE-SUR-LOIRE – PARC D'ACTIVITES DE LANSERRE – 15 RUE DE LA FUYE - SALLE DE REUNION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LOIRE LAYON AUBANCE

Ouverture du comité syndical par le Président à 9h13 en présence / absence de :

Communauté de Communes	NOM-Prénom	Fonction	Présent	Excusé(e)	Absent
ANJOU BLEU COMMUNAUTE	**M. GRIMAUD Gilles**	**Titulaire**	**x**		
	M. ANNONIER Claude	**Titulaire**	**x**		
	M. AUBRY Fabien	**Titulaire**		**x**	
	M. MARY Yves	**Titulaire**	**x**		
	M. ROUJOU Loïc	Suppléant			**x**
	M. GUERIN Patrice	Suppléant			**x**
CC ANJOU LOIR ET SARTHE	**M.GUILLEUX Jean-Philippe**	**Titulaire**	**x**		
	M. RIGAUD David	**Titulaire**	**x**		
	M. CHERBONNIER Noël	**Titulaire**	**x**		
	Mme DESMARRES Martine	**Titulaire**			**x**
	M. CAMUS Emmanuel	Suppléant		**x**	
	M. DE VILLOUTREYS Thierry	Suppléant			**x**
CC LOIRE LAYON AUBANCE	**M. GALLARD Thierry**	**Titulaire**	**x**		
	M. SCHMITTER Marc	**Titulaire**	**x**		
	M. NOYER Robert	**Titulaire**	**x**		
	M. LAVENET Vincent	**Titulaire**			**x**
	M. DAVY Gilles	**Titulaire**			**x**
	M. FONTENEAU Jean-Jacques	**Titulaire**		**x**	
	M. ARLUISON Jean-Christophe	Suppléant			**x**
	M. MOUSSEAU Damien	Suppléant			**x**
	M. LEHEE Stephen	Suppléant			**x**
CC VALLEES DU HAUT ANJOU	**M. GLEMOT Etienne**	**Titulaire**	**x**		
	M. BUREAU Arnaud	**Titulaire**		**x**	
	M. BRU Jean-Pierre	**Titulaire**	**x**		
	M. DRIANCOURT Marc-Antoine	**Titulaire**	**x**		
	M. BELLANGER Dominique	Suppléant			**x**
	M. NIREFOIS David	Suppléant			**x**

Assistaient également à la réunion :
M. Christophe TRIPET - DGS, Mme Valérie BERTIN - DAF, Mme Aurélie LACROIX - DST, M. Renan BOURGEAIS - responsable suivi exploitation et Mme Maryse BERNHARD - chargée de la vie institutionnelle. M. Jean-Michel GUEVEL – Payeur Départemental

Le Président présente les 3 pouvoirs/mandats présentés par :

- Jean-Jacques FONTENEAU à Thierry GALLARD
- Fabien AUBRY à Yves MARY
- Arnaud BUREAU à Etienne GLEMOT.

1 - RUBRIQUE VIE INSTITUTIONNELLE

1-1 Vérification du quorum, ouverture de séance et nomination d'un secrétaire

Rapporteur : Thierry GALLARD

Après appel des délégués, le Président vérifie que le quorum est atteint, ouvre la séance et procède à la nomination d'un secrétaire : Jean-Pierre BRU

1-2 Approbation du procès-verbal du Comité Syndical du 27 septembre 2024

Rapporteur : Thierry GALLARD

Le procès-verbal a été présenté aux membres du Comité qui n'ont formulé aucune observation demande de modification du PV.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, approuve le Procès-Verbal du Comité syndical du 27 septembre 2024

Vote : 15 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

1-3 Présentation des décisions du Président

Rapporteur : Thierry GALLARD

La liste des décisions du Président prises dans le cadre de la délégation du Comité Syndical est présentée aux délégués.

Le Président met en exergue la décision D-2024-314 du 26/11/24 relative à la vente du bâtiment de Segré pour 120 000 € (Bâtiment inoccupé qui se dégradait rapidement). La question du devenir d'autres bâtiments appartenant au SEA va être posée dans les années à venir.
M SCHMITTER annonce un regroupement de l'ensemble des services de la Communauté de Communes Loire Layon Aubance à Juigné en 2027 (travaux d'extension du bâtiment du 15 rue de la Fuye et abandon des locaux situés à Saint Georges).

Pas de remarque sur les décisions présentées.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, prend acte des décisions prises par le Président.

Vote : 15 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

2 - RUBRIQUE FINANCES

2-1 Décision modificative n°2 du budget primitif 2024

Rapporteur : Etienne GLEMOT

Depuis le vote du budget primitif 2024 par le Comité du 29 mars 2024 et le vote de la décision modificative n°1 le 27/09/2024, de nouvelles modifications budgétaires sont devenues nécessaires au vue de la montée en puissance de l'équipe des chargés d'opération au cours de l'année 2024 et de l'augmentation du nombre de chantiers de renouvellement de réseau que le SEA a la capacité d'engager dès cette fin d'exercice 2024.

PROJET DE DECISION MODIFICATIVE N°2

AP	Opération	Chapitre	Intitulé	Recettes d'investissement		Dépenses d'investissement	
				Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
		21	Immobilisations corporelles			366 000 €	
		020	Dépenses imprévues investissement			686 000 €	
		23	Immobilisations en cours				1 052 000 €
			TOTAL	0	0,00	1 052 000,00€	1 052 000,00€
			SI	0,00		0,00	

E GLEMOT salue le travail important de la direction du service technique du SEA en 2024 qui justifie le vote de la Décision Modificative n°2 en cette fin d'année.
C TRIPET précise que les décisions relatives aux « dépenses imprévues » du Président (indiquées dans la liste des décisions, en orange) correspondent au montant de la DM 2 sur cette ligne.

Pas de question

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré :

- **Accepte les modifications budgétaires proposées**
- **Autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier,**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application de la délibération.**

Vote : 15 voix pour, 0 contre, 0 abstention
Unanimité

2-2 Révision des Autorisations de programme et de crédits de paiement (décembre 2024)

Rapporteur : Etienne GLEMOT

Le président indique que la procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire, qui vise à planifier sur plusieurs années, la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement. De plus, les AP/CP favorisent la gestion pluriannuelle des investissements et permettent d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les révisions des AP/CP sont effectuées afin d'augmenter le montant d'une autorisation de programme ou la clôturer ou modifier l'échéancier et la durée de l'AP.

Le détail des AP/CP révisées est présenté par E GLEMOT dans l'ordre du tableau

Pas de remarque sur la clôture de l'APP001 sécurisation Seiches-Durtal et APA005 feeder sud (AP en gris dans annexe)
Pas de remarque sur les modifications d'échéancier et reports de crédit de paiement de 2024 à 2025, 2026 ou 2027 (AP en vert)
Pas de remarque sur l'augmentation de l'APP008-stations de surpression à la Pouëze et Bécon et APP009 modernisation du SDSI (AP en rose)

Précision apportée sur APP010 Réhabilitation de 4 réservoirs / opération 2022-04 réhabilitation du réservoir de Chazé Henry : le montant définitif des travaux est lié au résultat de l'audit des ouvrages en cours et au degré de priorité qui sera fixé en fonction de l'urgence des travaux à réaliser sur les ouvrages concernés (Saint Augustin en 2025 + réservoir de Mozé en 2025 et 2026 puis réservoir de Chalonnes en dernier)

C TRIPET demande si la revue annuelle de chaque AP/CP convient aux élus ? pas d'observation particulière.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré :

- **Accepte les modifications des autorisations de programme et crédits de paiements proposées**
- **Autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier,**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application de la délibération.**

Vote : 15 voix pour, 0 contre, 0 abstention
Unanimité

2-3 Inscription de crédits en dépenses d'investissement avant le vote du budget principal 2025 (Quart des dépenses)

Rapporteur : Etienne GLEMOT

Le Président indique que conformément aux dispositions de l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, le Président peut, sur autorisation du comité syndical, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Cette autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits à prendre en compte sont les dépenses réelles de la section d'investissement inscrites au budget primitif, au budget supplémentaire et dans les décisions modificatives, déduction faite des crédits nécessaires au remboursement de la dette, des restes à réaliser et des crédits ouverts pour les opérations liées à des autorisations de programme, soit

Chapitre	Désignation	Budget + DM votés **2024** (hors RAR et AP/CP)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles (études, recherches, brevets, licences…)	200 950,00 €
Chapitre 21	Immobilisations corporelles (terrains, constructions, installations, matériels, outillage technique, autres immobilisations, mobilier, informatique, véhicules)	1 081 079,39 €
Chapitre 23	Immobilisations en cours (terrains, construction, installations, matériel et outillages techniques)	5 748 858.79 €
	Montant maxi quart des dépenses :	7 030 888.18 € **X 25 % = 1 757 722 €**

La limite maximum autorisée pour l'inscription des dépenses d'investissement est de **1 757 722 €.**

Le Syndicat d'Eau de l'Anjou vote son budget au chapitre selon la nomenclature M49.
Les crédits ci-dessous détaillés, seront inscrits au budget primitif 2025 lors de son adoption.

Ainsi, il a été proposé aux membres du comité syndical d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement selon le détail suivant :

CHAPITRE	COMPTE	Détail dépenses	MONTANT H.T.	TOTAL CHAPITRE
20 - Immobilisations incorporelles	2051 Concessions et droits similaires	Construction site internet	40 000,00	
	2033 Frais d'insertion	Frais de publicité des marchés publics (8 consultation à 720 €)	6 000,00	
	TOTAL			46 000,00
	21351 Construction : Installation générales, aménagement batiment exploitation	Séurisation usine	80 000,00	
	21355 Construction : Installation générales, aménagement batiment administratif	Extincteurs Segré	200,00	
21 - Immobilisations corporelles	2154 Matériel industriel	Matériel nouveaux agents	10 000,00	
		Matériel sécurisation chantier	10 000,00	
		Sécurité panne électro	40 000,00	
	21561 Matériel spécifique service de distribution d'eau	Compteurs	30 000,00	
		Soffrel	10 000,00	
	2181 Immo instal gén. Agenct - aménagt divers	Bornes de recharges Usine	18 000,00	
		Aménagement véhicules et logotage	10 000,00	
	2182 Matériel de transport	Achats véhicules	330 000,00	
	2183 Matériel de bureau et matériel informatique	Achats matériel informatique	10 000,00	
	2184 Mobilier	Mobilier divers	1 000,00	
	TOTAL			549 200,00
23-Immobilisations en-cours	2315 Installations, matériel et outillages techniques	D_ALLEUDS_CONTOURNEMENT Phase 1	250 000,00	
		D_CANDE_Chemin des Fermeries	30 750,00	
		D_SEICHES_DEVOIEMENT-RD POINT DEVIATION	35 000,00	
		E_BELLEVIGNE_Extension 9 rue de la Forêt Véolia	17 500,00	
		R_BELLEVIGNE_Lotissement l'Arche St Jean	56 250,00	
		R_CHAZE_Rue du 19 Mars 1963	75 000,00	
		R_DENEE_Puy Chartrain + lieux-dit La Genauderie et Le Ruau	200 000,00	
		R_LOUROUX_rue des fontaines	113 000,00	
		R_RAIRES_RENOUVELLEMENT - ROUTE DE LA SIONNIERE	225 000,00	
		R_SEGRE_Rue Vieille Rue, rue du ponceau et rue de la Croix Lucet	160 000,00	
	TOTAL			1 162 500,00
	TOTAL			1 757 700,00

Pas de question

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

- **Autorise le Président à engager, liquider et mandater les dépenses sur les comptes ci-dessus, et pour les montants précisés ci-dessus,**
- **Dit que les crédits seront inscrits au budget primitif 2025,**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application de la délibération.**

Vote : 15 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

2-4 Mise en concession des actifs de l'usine de Chazé Henry et de la bâche de Rochefort

Rapporteur : Etienne GLEMOT

Des ouvrages ont été construits par le SEA sur les territoires exploités par les différents délégataires.

Les équipements (hydrauliques, électromécaniques…) inscrits au programme de renouvellement du contrat doivent être concédés au délégataire pour intégration dans leur actif.
Le SEA inscrit dans son actif la totalité des dépenses liées à la construction et la partie génie civile est donc amortie par le SEA. Pour les investissements en équipements, la partie de ces équipements qui fait l'objet au contrat d'un programme de renouvellement (et/ou d'entretien) est concédée au délégataire.

Deux opérations sont concernées :

- L'usine de Chazé Henry dont la valeur totale de l'opération est de 4 194 183,87 € dont 1 313 300 € devront être mis en concession à l'actif du délégataire SAUR au titre de l'exploitation du secteur Nord-Ouest
- La bâche de Rochefort-sur-Loire dont la valeur totale de l'opération est de 625 402,08 € dont 99 596,00 € devront être mis en concession à l'actif du délégataire SAUR au titre de l'exploitation du secteur Layon.

E GLEMOT précise que la réception des travaux de construction de l'usine de Chazé Henry a eu lieu en octobre 2020. Il indique qu'une procédure permettant de réaliser l'ensemble du formalisme notamment comptable pour les biens mis en concession, est en cours de finalisation. Celle-ci permettra de mettre en œuvre l'ensemble des process à réception de l'ouvrage concerné.
Un PV de transfert de bien sera rédigé avec SAUR sur les 2 ouvrages.

Pas de question

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

- **Accepte de prendre acte du transfert des actifs concédés auprès du délégataire SAUR pour une valeur de 1 313 300 € pour l'usine de Chazé-Henry et 99 596 € pour la bâche de Rochefort-sur-Loire.**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application de la délibération.**

Vote : 15 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

2-5 Admissions en non-valeur des créances irrecouvrables de la Régie du SEA

Rapporteur : Etienne GLEMOT

Les montants des non-valeur présentées par la Paierie le 13 novembre 2024 s'élèvent à :

- 2 052.00 € TTC / ou 1 936,70 € HT - 69 pièces- pour les créances irrécouvrables
- 521.35 € TTC / ou 493.34 € HT – 10 pièces- pour les créances éteintes.

Le Président propose aux délégués d'admettre en non valeur la totalité des créances proposées par l'agent comptable.

JM GUEVEL précise que le taux de recouvrement du SEA est de 99 % sur une année toutes créances confondues.
C TRIPET demande si les usagers réclament des échelonnements, des facilités de paiement ? Réponse positive du trésorier.
E GLEMOT précise que la mise en place de la mensualisation au SEA aide les abonnés à échelonner le paiement des factures d'eau et d'assainissement (sauf sur les communes où il y a un retard de facturation qui empêche de démarrer la mensualisation, comme sur le territoire de la CCVHA)

Pas de question

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré :

- **Décide d'admettre les créances en non- valeur à imputer au compte 6541 au titre des créances irrécouvrables, pour un montant de 1 936,70 € HT soit 2 052,00 € TTC**
- **Décide d'admettre les créances en non- valeur à imputer au compte 6542 au titre des créances éteintes, pour un montant de 493,34 € HT soit 521,35 € TTC**
- **Dit que les crédits sont inscrits au budget 2024,**
- **Autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces se rapportant à cette affaire,**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application de la délibération.**

Vote : 15 voix pour, 0 contre, 0 abstention
Unanimité

3 - RUBRIQUE RESSOURCES HUMAINES- MOYENS GENERAUX

3-1 Adoption du Règlement intérieur applicable au personnel du SEA

Rapporteur : Etienne GLEMOT

Le règlement intérieur et l'accord collectif sont complémentaires et forment un tout. Le Règlement Intérieur n'est pas soumis au referendum. Néanmoins, son entrée en application est conditionnée à celle de l'accord.
Le Comité Social Territorial du CDG du Maine et Loire a rendu un avis ni favorable, ni défavorable des représentants des collectivités + un avis ni favorable, ni défavorable des représentants du personnel.
Le modèle de règlement intérieur s'inspire du cadre réglementaire de droit privé et fixe les règles de vie, d'hygiène et de sécurité ainsi que les règles disciplinaires. Sur ce dernier point, les règles sont spécifiques pour chaque population : fonctionnaire et salarié. Pour le reste, la priorité a été donnée à l'harmonisation des pratiques.

E GLEMOT note l'évolution de la structure des ressources humaines du SEA depuis 2018 avec la présence de 9 fonctionnaires seulement fin 2024.

Question de Noel CHERBONNIER sur le télétravail au SEA : 1 jour prédéfini dans la semaine pour tous les agents du SEA (y compris les fontainiers pour leurs tâches administratives)

Pas de question

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

- **Adopte le nouveau règlement intérieur applicable au personnel du SEA à compter du 1er février 2025,**
- **Autorise le Président ou son représentant à signer le nouveau règlement intérieur (en annexe) et à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la délibération.**

Vote : 15 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

3-2 Adoption de l'accord collectif portant sur le statut du personnel du SEA

Rapporteur : Etienne GLEMOT

L'accord d'entreprise permet de formaliser les règles sociales applicables au SEA telles que le temps de travail, les congés et absences, la gestion des carrières et du statut, les règles de rémunération. Il transpose essentiellement les pratiques existantes et prévoit quelques améliorations au bénéfice des collaborateurs.

Dans sa grande majorité, l'accord prévoit des dispositions communes aux salariés et fonctionnaires. Sur quelques sujets, une priorité a été donnée à l'harmonisation entre les deux populations, au détriment d'une application stricte des textes réglementaires, notamment ceux relatifs au statut de la fonction publique territoriale.

Le calendrier de mise en place du nouveau statut social a été ajusté :

- 6 décembre : délibération du Comité Syndical puis signature de l'accord par le Président le 11/12
- Mi décembre : transmission aux collaborateurs du projet d'accord+ délai de réflexion
- 14 janvier 2025 : tenue du referendum de 8h à 10h
- 1ER février 2025 : entrée en vigueur des nouveaux textes (sous réserve d'un referendum favorable).

Le C.S.T du CDG a rendu un avis ni favorable, ni défavorable des représentants des collectivités + un avis ni favorable, ni défavorable des représentants du personnel.

Le règlement intérieur apporte des évolutions sur certaines règles, des clarifications de certains aspects et conserve certaines spécificités comme la monétisation possible du Compte Epargne Temps (CET), l'allongement du préavis de départ, l'introduction d'une revue annuelle des rémunérations ou la garantie d'une évolution minimale des salaires sur 3 ans.

E GLEMOT salue le travail effectué par les 3 représentants du personnel lors de la négociation de l'accord d'entreprise et du Règlement intérieur (Jean-Yves Morantin + Clément Bouvet + Sonia Jubeau) – résultat du referendum le 14 janvier à 10h.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

- **Adopte l'accord collectif (en annexe) applicable au personnel du SEA à compter du 1er février 2025 en cas de vote favorable du collège des salariés par référendum**
- **Autorise le Président ou son représentant à signer l'accord collectif et à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la délibération.**

Vote : 15 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

3-3 Contrat collectif obligatoire de prévoyance des fonctionnaires du SEA au 1er janvier 2025

Rapporteur : Etienne GLEMOT

A compter du 1er janvier 2025, chaque collectivité territoriale devra avoir mis en place un contrat collectif à adhésion obligatoire de prévoyance pour les fonctionnaires.

Par délibération du 23 février 2024, le Comité a donné mandat au Centre de Gestion du Maine-et-Loire pour mener la consultation des instances représentatives du personnel ainsi que la procédure commune permettant la mise en place d'un contrat collectif de prévoyance pour les fonctionnaires à compter du 1er janvier 2025.

Le centre de gestion a retenu l'offre proposée par l'assureur TERRITORIA, qui prévoit un maintien de salaire du fonctionnaire en cas d'incapacité ou d'invalidité de l'agent à hauteur de 90 % ou de 95 %.
Avec 3 options suivantes : Perte de retraite suite à invalidité // Versement d'un capital décès // Maintien de salaire en cas de longue maladie

il est proposé :

- Adhésion au contrat TERRITORIA à compter du 1er janvier 2025 pour les fonctionnaires du SEA
- Taux de maintien de salaire applicable de 95 %
- Prise en charge employeur sur le socle de garanties de 60 %
- Prise en charge employeur de 60 % également applicable sur l'option Garantie Décès
- Modulation de la prise en charge employeur en fonction des revenus non retenue

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

- **Accepte les propositions citées ci-dessus pour application au contrat collectif de prévoyance**
- **Autorise le Président ou son représentant à adhérer à compter du 1er janvier 2025 au contrat collectif obligatoire de prévoyance proposé par Territoria et à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.**

Vote : 15 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

Le président demande quels sont les axes qui ont été retenus dans les communautés de communes : la CCLLA et Anjou Bleu Communauté ont voté un maintien de salaire à hauteur de 90 %.

3-4 Renouvellement annuel de l'attribution du véhicule de fonction pour l'année 2025

Rapporteur : Etienne GLEMOT

L'emploi fonctionnel de DGS ouvre la possibilité d'attribuer un véhicule de fonction, pour nécessité absolue de service. Une délibération annuelle doit formaliser le cadre et les limites de cette attribution.

La situation n'ayant pas évolué depuis l'année dernière, il est proposé de reprendre une délibération identique aux années précédentes qui prévoyait la prise en charge des frais de location ou d'achat du véhicule ainsi que les frais associés pour un usage professionnel et familial du véhicule. Cette attribution fera l'objet d'une déclaration en tant qu'avantage en nature, évaluée forfaitairement.

Pas de question

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré :

- **Décide de l'attribution d'un véhicule de fonction pour l'année 2025,**
- **Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'exécution de la délibération**

Vote : 15 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

4 - RUBRIQUE EXPLOITATION

Départ de Gilles GRIMAUD à 10h30 (- 1 voix dans le vote des délibérations)

4-1 Vote des tarifs de vente de l'eau 2025 – part collectivité

Rapporteur : Thierry GALLARD

Il s'agira de fixer la part syndicale des tarifs du prix de l'eau applicable aux usagers dès le 1er janvier 2025, sur la totalité des secteurs du SEA, à l'exception des tarifs des secteurs Nord-Ouest et Nord-Est fixés dans les contrats de DSP par avenant (hors ventes d'eau gros consommateurs (NE) et vente en gros).
Il conviendra également de fixer les tarifs de vente d'eau en gros (VEG), vente de l'eau aux bornes de puisage et de définir une contre-valeur prélèvement dans le périmètre de la régie en 2025

La politique tarifaire pourrait tenir compte de :

- La poursuite de la politique de convergence tarifaire votée en Comité syndical du 20 novembre 2020 (vers un tarif unique à l'horizon 2026) ;
- L'inflation ;
- Des modalités de compensations des évolutions des tarifs des délégataires via les formules de révision des contrats de délégation de services publics,

Les tarifs 2025 retenus par le Comité seront appliqués au 1er janvier 2025 et devront être communiqués à l'usager avant la période de consommation (en application de l'article L113-3 du Code la Consommation).

Rappel des éléments qui vont influer sur le montant des tarifs de vente d'eau / part collectivité 2025 :

- Baisse du tarif des délégataires
- Taux d'inflation 2024 inscrit au projet de Loi de Finances (PLF 2025 à fin novembre)

- Mise en place de la réforme de la redevance en eau potable + assiette sur la performance/rendement du réseau sur l'année n-2
- La projection des volumes d'eau vendus

Les élus précisent que la redevance basée sur la performance des ouvrages en assainissement risque d'être plus impactante à terme que celle pour l'eau potable (âge moyen des stations de 30 ans, stations plus ou moins performantes selon G GRIMAUD qui indique que le traitement en lagunes n'est pas toujours efficace.)

Une baisse des volumes des consommations d'eau est constatée depuis 2 ans (potentiellement liée aux conditions météo). La convergence tarifaire du SEA en 2026 était basée sur une hausse de 0.5 % de consommation.

Le SEA compte 4 gros consommateurs d'eau fortement impactés par la réforme de la redevance. Si les entreprises décidaient de quitter le territoire, l'impact sur la zone concernée serait moindre grâce à la fusion des anciens petits syndicats d'eau en un syndicat unique (atout du SEA).
JP GUILLEUX rappelle que l'eau est un bien précieux mais que les industriels n'ont pas tous la même approche (IGRECA négligeait le sujet jusqu'à la hausse des tarifs, à la différence de la laiterie qui a optimisé son process industriel).

Pièce Annexe tarifs 2025 par commune Renan BOURGEAIS précise que le document ne mentionne pas les communes soumises à la redevance / RMDP (le Segréen notamment)
C TRIPET appelle à la vigilance des élus car le document ne comprend ni la part « délégataire » ni le coût de l'assainissement (alors que cela apparait dans les factures des abonnés)

Pour 2025, il est proposé de maintenir au même niveau qu'en 2024 :

- **le tarif à 0,04 € HT/m³ sur le périmètre de la régie pour financer la redevance prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne,**
- **le tarif de Vente d'Eau en Gros de la régie vers le secteur du Layon à 0.23 € HT/m3**
- **le tarif de Vente d'Eau aux bornes de puisage à hauteur de 2 € HT/m3 sur le secteur de la régie et de 1 € HT/m3 sur les secteurs en délégation de service public.**

Après débat, il est proposé d'adopter les autres tarifs 2025 en prenant en compte :

- **la politique de convergence tarifaire du SEA**
- **une inflation à hauteur de 2,1 % (projet de Loi de Finances 2025-inflation 2024),**
- **une compensation des évolutions des tarifs des délégataires et la mise en œuvre par avenants de la RMDP sur les secteurs DSP Nord-Ouest et Nord-Est (avec délégataire SAUR)**
- **une baisse de la consommation d'eau de -1,6 % en 2025 suivie d'une stabilité de la consommation jusqu'en 2030.**

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré :

- **Décide de fixer les tarifs (en annexe) pour la « part collectivité », à compter du 1er janvier 2025,**
- **Décide de missionner le Président pour transmettre la délibération aux titulaires des contrats d'exploitation du service d'eau potable et aux EPCI membres,**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la délibération**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention
Unanimité

4-2 Vote des coefficients d'actualisation de la Redevance pour Mise à Disposition du Patrimoine (RMDP) du secteur DSP Nord-Ouest et du secteur Nord Est.

Rapporteur : Thierry GALLARD

Dans le cadre de l'avenant N°2 au contrat DSP secteur Nord-Est et de l'avenant N°1 au contrat DSP secteur Nord-Ouest, conclus avec la société SAUR, les parts syndicales ont été supprimées au profit d'une Redevance pour Mise à Disposition du Patrimoine (avenants avec RMDP votés par le Comité syndical du 27 septembre 2024).
Ces redevances peuvent être modifiées annuellement par application de 2 coefficients prévus aux contrats, soit :

1/ Sur le secteur Nord Est en 2025 :*« au titre de l'exercice 2025, sans préjudice des dispositions relatives à la redevance complémentaire, le montant de la RMDP est égal à 1 853 635 €, dont*
$Rabt_0$ = 782 224 € (recette de référence liée à l'abonnement facturé)
$Rvol_0$= 1 071 411 € (recette de référence liée aux volumes d'eau facturés)
La redevance due au titre de l'exercice N est actualisée annuellement […] en application de la formule suivante : $RN= Rabt_0 * K2_n + Rvol_0 * K3_n$
Avec RN la redevance qui s'applique au titre de l'exercice de l'année N
$K2_n$ et $K3_n$ sont les coefficients d'actualisation qui seront définis pour chaque année n, en décembre de l'année n-1, par délibération du Comité.

2/ Sur le secteur Nord Ouest en 2025 :*« au titre de l'exercice 2025, sans préjudice des dispositions relatives à la redevance complémentaire, le montant de la RMDP est égal à 2 758 498 €, dont*
$Rabt_0$ = 924 778 € ((recette « année 0 » liée à l'abonnement facturé)
$Rvol_0$= 1 833 720 € (recette « année 0 » liée aux volumes d'eau facturés)
La redevance due au titre de l'exercice N est actualisée annuellement […] en application de la formule suivante : $RN= Rabt_0 * K2_n + Rvol_0 * K3_n$
Avec RN la redevance qui s'applique au titre de l'exercice de l'année N
$K2_n$ et $K3_n$ sont les coefficients d'actualisation défini par la délibération.

Ainsi, la part concessionnaire – redevance (anciennement part collectivité) sur les 2 secteurs sera révisée annuellement en fonction de ces mêmes coefficients K2 et K3.

Pour l'année 2025, il est proposé de calculer les coefficients k2 et k3 du secteur Nord-Ouest et k2 et k3 du secteur Nord-Est afin d'obtenir un tarif final et des recettes en cohérence avec la politique de convergence tarifaire et du scénario retenu dans le cadre du vote des tarifs 2025 – part collectivité.

T GALLARD précise que la redevance RMDP représente 45 % des recettes du SEA. Elle est désormais forfaitaire et son montant est garanti par contrat.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré :

- **Décide d'appliquer les coefficients d'actualisation k2 = 1.035 et k3= 1.052 de la redevance RMDP du secteur Nord-Ouest à compter du 1er janvier 2025,**
- **Décide d'appliquer les coefficients d'actualisation k2 = 1.028 et k3 = 1.054 de la redevance RMDP du secteur Nord-Est à compter du 1er janvier 2025,**

- **Décide de missionner le Président pour transmettre la délibération au délégataire SAUR titulaire des contrats d'exploitation du service d'eau potable des secteurs Nord-Ouest et Nord Est**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la délibération**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention
Unanimité

4.3 Modification de la grille tarifaire applicable en 2025 sur le secteur de Seiches-sur-le-Loir

Rapporteur : Thierry GALLARD

Le Président rappelle que le SEA a conclu un contrat de concession de service public avec la société SAUR pour l'exploitation du service d'eau potable sur le secteur Nord-Est pour une durée de 10 ans allant du 01/01/2021 au 31/12/2030 puis un avenant n°2 au contrat remplaçant la collecte de la « part collectivité » par une Redevance forfaitaire pour la Mise à Disposition Du Patrimoine (RMDP) par délibération du Comité du 27 septembre 2024.

L'avenant N°2 prévoit sur le secteur de Seiches les tarifs suivants :

- Secteur SEICHES SUR LE LOIR

Année	2024	2025	2026 et suivants
Montant unitaire de la part fixe	38,22 € / Abo	42,52 € / Abo	44,45 € / Abo
Montant unitaire de la part variable de 0 à 6000 m³	0,5241 € / m³	0,5418 € / m³	0,5792 € / m³
Montant unitaire de la part variable au-delà de 6000 m³	0,3418 € / m³	0,5418 € / m³	0,5792 € / m³

Le Président explique que si les tarifs 2024 et 2026 correspondent au schéma de convergence tarifaire voté en 2020, le tarif 2025 correspondant au montant unitaire de la part variable au-delà de 6000 m^3, converge vers le tarif cible plus rapidement que ce qui avait été prévu initialement par le comité.
Ainsi il propose au comité de le mandater pour modifier cette ligne de la grille tarifaire 2025 auprès du délégataire SAUR afin que le tarif concerné soit conforme au schéma de convergence tarifaire, soit un tarif 2025 « montant unitaire de la part variable au-delà de 6000 m^3 » de 0.456 € / m^3 au lieu de 0.5418 € du m^2 mentionné à l'avenant n°2 (en valeur 2024 – hors application du coefficient de révision k3)
Le Président précise que la modification tarifaire du secteur de Seiches-sur-le Loir entrainera par voie de conséquence une diminution de la RMDP (*$Rvol_0$)* de 15371 € (en valeur 2024) soit un nouveau montant $Rvol_0$ de 1 056 040 € sur le secteur Nord-Est.

Pas de question

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, décide de :

- **Demander la modification du tarif « montant unitaire de la part variable au-delà de 6000 m3 » applicable en 2025 sur le secteur de Seiches sur le Loir, à hauteur de 0.456 € HT/m3 (à la place de 0.5418 € HT/m3) ;**
- **Prendre acte de l'impact de cette modification sur le montant de la valeur ($Rvol_0$) de la RMDP qui passera de 1 071 411 € à 1 056 040 € en valeur 2024 ;**

- **D'autoriser le Président ou son représentant à conclure un nouvel avenant au contrat DSP secteur Nord Est en cours avec le délégataire SAUR, intégrant le tarif 2025 applicable sur le secteur de Seiches-sur-Loir dans le calcul de la redevance RMDP**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la Présente.**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention
Unanimité

4-4 Contre-valeur « performance eau potable » sur la redevance Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB) 2025

Rapporteur : Thierry GALLARD

En 2024, les redevances perçues par les agences de l'eau font l'objet d'une réforme dans le cadre de la loi de finances (réforme applicable à partir de l'année 2025) Elle entraine la suppression de la redevance « pollution domestique » et l'ajout d'une redevance « consommation » et d'une redevance « performance eau potable ».
La redevance « consommation » est due par l'exploitant du service facturant l'eau potable et est appliquée sur les factures émises à partir de 2025 à tous les abonnés du service d'eau potable (seul l'usage pour abreuvement des animaux sera exonéré de cette redevance sous réserve de comptage spécifique). Cette redevance vient en substitution de la redevance « pollution domestique ». Sur le territoire du SEA, le taux retenu par l'AELB est de 0.33 € HT/m3 (à comparer au taux de 0.3 € HT/m3 applicable les années précédentes pour la redevance pollution).

La redevance « performance eau potable » est due par le SEA sur la base d'indicateurs de performance calculés à partir de l'exercice N-2 et des volumes facturés l'année N. Pour l'année 2025, le taux fait l'objet d'un coefficient de modulation forfaitaire, soit une redevance de 0.020 € HT/m3 facturée à l'échelle du SEA.

Le président fait part d'une information récente, indiquant la non-possibilité d'anticiper dès 2025 les impayés via un supplément appliqué sur cette « contre-valeur » pouvant être répercuté sur chaque usager.

Le Président propose au Comité d'appliquer une contre-valeur forfaitaire de 0.020 € HT/m3 applicable à tous les abonnés du SEA sur toutes les factures émises à compter du 1er janvier 2025.

N CHERBONNIER souhaiterait connaitre l'impact de la nouvelle redevance sur les abonnés : c'est assez difficile à déterminer car cela est très variable selon les abonnés (de + 33 % pour ceux qui ne payaient rien avant et quelques centimes pour d'autres abonnés)

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré :

- **Décide de fixer à 0.020 € HT/m3 la contre-valeur pour « performance des réseaux d'eau potable », montant correspondant à la redevance forfaitaire 2025 déterminée par l'Agence de L'eau Loire Bretagne.**
- **Décide que cette contre-valeur devra être facturée à chaque usager du syndicat sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable sur l'ensemble des factures émises à compter du 1er janvier 2025,**

- **Décide que cette contre-valeur de la redevance « performance des réseaux d'eau potable » est facturée et encaissée auprès des abonnés au service public de l'eau potable et reversée à la collectivité conformément à la convention de mandat passée avec les délégataires.**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la Présente.**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention
Unanimité

T GALLARD remercie Renan BOURGEAIS pour son travail sur les tarifs, la réforme de la redevance Agence de l'Eau et les coefficients de révision de la redevance RMDP.

5 - RUBRIQUE DIRECTION TECHNIQUE

5-1 Conclusion d'un protocole transactionnel entre le groupement CISE TP- SAUR et le SEA sur le différend relatif au marché n°22-003 sectorisation du secteur nord (lot 2)

Rapporteur : David RIGAUD

Le Syndicat d'Eau de l'Anjou a conclu en 2022 un marché public de sectorisation du réseau avec la mise en place d'équipements de comptage, avec le groupement CISE TP - SAUR (marché 2022-033, lot 2 secteur nord du SEA). Les travaux ont fait l'objet d'une réception en date du 12/09/2023.
Le Syndicat, assisté de son Maître d'œuvre, a cependant estimé que les retards pris dans l'exécution des travaux justifiaient l'application de pénalités d'un montant de 56 000 € HT.

Pour sa part, le groupement CISE TP/ SAUR a estimé que cette créance était infondée dans la mesure où un décompte général et définitif du marché a été établi le 12 mars 2024, sans réserve, ni pénalité mais un solde de 21 463 € TTC au bénéfice du groupement. (avis exprimé par courrier du 24 avril 2024)

Les parties se sont rencontrées et, ont consenti à des concessions réciproques aboutissant à la rédaction d'un protocole transactionnel pour mettre fin au différend, selon lequel :
- Le SEA a demandé l'annulation du titre de recette de 56 000 € HT émis par la Paierie Départementale le 18 mars 2024 et accepté le paiement du solde de 21 463 € TTC correspondant à des prestations supplémentaires au marché, assorties des intérêts moratoires, pour quitus et solde de tout compte.
- Le groupement CISE TP -SAUR a accepté de payer 27 000 € HT de pénalités à répartir entre les membres du groupement (17 010 € HT pour CISE TP et 9 990 € HT pour SAUR)
- Les parties renoncent à toute contestation ou recours sous réserve du paiement des sommes prévues au protocole

JP GUEVEL rappelle que la signature du protocole transactionnel ne peut intervenir qu'après la date de délibération soit après le comité syndical.

Le Comité, après en avoir délibéré :
- **Accepte de conclure un protocole d'accord transactionnel avec le groupement d'entreprises CISE TP-SAUR, titulaire du marché,**
- **Autorise la signature du protocole annexé par le Président ou son représentant,**

- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la présente.**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

6 -RUBRIQUE REGIE- CLIENTELE

6-1 Mise à jour des grilles tarifaires/Bordereau des prix du SEA

Le Président demande à ajouter ce point à l'ordre du jour du Comité → Accord des délégués

Le Président rappelle la délibération du Comité du 23 juin 2023 relative à la mise à jour des grilles tarifaires du SEA et de la Régie, et la nécessité de proposer des tarifs de refacturation à jour pour les abonnés, les lotisseurs, les entreprises ou particuliers nécessitant des travaux de raccordement ou engendrant des casses réseau.

Il est en effet nécessaire d'apporter des précisions sur les formules de révision à appliquer pour l'actualisation des tarifs, notamment les valeurs des coefficients de révisions P, K, K2, T, et T2 calculés sur la base d'indices qui ont pu être modifiés ou arrêtés depuis juin 2023 ;

Le Président propose d'adopter les tarifs actualisés 2025 en annexe

E GLEMOT annonce que globalement les tarifs de prestation du SEA 2025 sont en légère diminution par rapport à 2024.

C TRIPET indique que la délibération est nécessaire pour clarifier le calcul des tarifs car une interprétation sur les indices applicables était possible. L'idée est de mentionner très précisément que la révision des prix du BPU s'effectuera en 2025 sur la base des indices connus et définitifs au 1er novembre de l'année N-1. Pour éviter tout risque de confusion, l'identifiant précis de l'indice a été ajouté dans la délibération.

Pas de question

Le Comité, après en avoir délibéré :
- **Décide d'adopter les grilles tarifaires/Bordereau de prix en annexe applicables sur le périmètre du SEA et/ou de la Régie (en annexe)**
- **Dit que les tarifs deviennent applicables à partir du 1er janvier 2025**
- **Décide d'informer les usagers de la mise en place des nouvelles grilles**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la délibération**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

7- SUJETS A CARACTERE INFORMATIF ET DE DEBAT DU COMITE

1. Actualités RH / mouvements du personnel :
   Arrivée d'un fontainier, d'un responsable des systèmes d'information et d'une chargée de clientèle- Départ de 3 personnes de la Régie- 4 recrutements en cours.

2. Evolution des tarifs de vente d'eau du SIDAEP Mauges Gâtines :
   Cette évolution fait suite à la modernisation de l'usine de Montjean et au changement de stratégie de l'agglomération de Saumur. Elle consiste à introduire une part fixe dans les tarifs appliqués à ses adhérents. Cette modification nécessite une modification des statuts que sera proposée en délibération au Comité Syndical de MG et au Conseil Syndicaux/Communautaires de chacun de ses membres courant 2025 (avant juin) pour une application sur les tarifs 2026.
   D Rigaud indique que le montant de cette future part fixe est estimé à 37 299 € par an pour le SEA.
   La part variable, quant à elle, est actualisée pour 2025 et portée à 0.59/m3)
   Par ailleurs, un tarif « hors adhérent » a également été voté à 0.79€/m3, même si dans les faits, il n'y a pas de clients non adhérent à ce jour, mais cette faculté doit rester possible.

3. Retour de la réunion du Comité de l'Eau du 28 novembre 2024
   3 volets ont été abordés avec des études HMUC à conduire pour anticiper les crues et périodes de sècheresse. Bon rendement en eau mais difficulté en assainissement (stations de + de 30 ans) avec des investissements importants à prévoir. Incohérence du principe de l'eau paye l'eau avec une baisse attendue des consommations.

4. Suivi des ZSCE Zones Soumises à Contraintes Environnementales
   JP BRU présente les mesures mises en place depuis 2016 pour améliorer la qualité de l'eau sur les captages prioritaires de Vritz/Candé et captage du Louroux. Programme établi sur la base du volontariat des agriculteurs engagés sur la réduction des traitements phytosanitaires ou un passage en bio sur certaines zones. La zone concernée représente 3600 hectares sur 2 départements : Maine et Loire et Loire Atlantique.
   Budget ZSCE : 210 000 € HT sur 3 ans (finançables par l'agence de l'Eau à 60%)
   Projet de nouvel arrêté ZSCE prévoit à terme une sanction possible avec la mise en place de contravention.
   T GALLARD se demande qui va contrôler l'application de l'arrêté ? Il ne souhaite pas que cette responsabilité incombe au SEA. Un courrier à l'attention du préfet sera rédigé dans ce sens. Attente d'un retour de la DDT sur les moyens avant d'appliquer le nouvel arrêté ZSCE au niveau des captages prioritaires.
   JP BRU alerte sur le fait que les mesure prises dans le cadre du plan d'action ne permettent pas de constater des résultats dans un pas de temps aussi court que 3 ans du fait de l'inertie dans l'environnement (sol et eau) des molécules recherchées. Ceci pourrait aboutir à une situation non souhaitable : application de contraventions pour non atteinte des objectifs chiffrés alors qu'il y aurait eu une mobilisation et un changement des pratiques de la part des exploitants agricoles dans l'aire d'alimentation de captage.
   Entrée en vigueur du nouvel arrêté prévue courant 2025.

5. Congrès AMORCE du 15/16/17 octobre 2025 à Angers :
   Rencontre de l'équipe Amorce début novembre 2024. Un point d'info avec tous les adhérents Amorce 49 a eu lieu le 07/11/24 pour associer tous les partenaires potentiels notamment institutionnels au Congrès 2025 (tables rondes, visites, expérience).

Le financement du Congrès entre les 3 structures hôtes serait proportionné à leur taille et leur capacité financière. Le montant sera précisé au ROB.

6. Retour étude ressources en eau

Etude menée par BRL ingénierie depuis avril 2024 (en 4 phases). La phase 1 correspondant au diagnostic/état des lieux, fait apparaître une bonne sécurisation des ressources du SEA et une dépendance avec La Loire.

BRL Ingénierie établira des préconisations en fin d'année 2025 qui seront présentées en comité. Les élus notent que l'étude « ressources » est précieuse et que des enjeux importants seront à considérer pour mettre en œuvre la stratégie la plus adaptée. D'autres études sont également conduites à l'échelle du Département et au niveau de La Loire et seront à prendre en compte.

7 Dates des prochaines réunions :

DATES	BUREAU	COMITE SEA
Vendredi **14** février (au lieu du 07/02)	Bureau à 9 h au SEA	
Vendredi 28 février 2025 (rob)		Comité à 9 h à St Georges sur Loire à CCLLA
Vendredi 14 mars 2025	Bureau à 9 h au SEA	
Vendredi 28 mars 2025 (BP)		Comité à 9 h au Lion d'Angers à la CCVHA
Vendredi 13 juin 2025	Bureau à 9h au SEA	
Vendredi 27 juin 2025		Comité à 9 h à Segré à ABC
Vendredi 12 septembre 2025	Bureau à 9h au SEA + CCSPL	
Vendredi 26 septembre 2025		Comité à 9 h à l'Usine St Maur
Mercredi 15 octobre 2025 Jeudi 16 octobre 2025 Vendredi 17 octobre 2025	Congrès AMORCE organisé par le SIEML/SEA/SIVERT à Angers	
Vendredi 28 novembre 2025	Bureau à 9 h au SEA	
Vendredi 12 décembre 2025		Comité à 9h Salle de réunion de la CCLLA à Juigné / Les Garennes sur Loire

8- QUESTIONS DIVERSES DU COMITE

Pas de question diverses.

Clôture du Comité syndical par le Président à 12h36.

Distribution des exemplaires papier du rapport d'activité 2023 du SEA

Invitation à partager un temps de convivialité pour les fêtes de fin d'année.

AP/CP - COMITE DU 6/12/2024

report solde CP 2024 sur 2025

révision des montants et échéances
modification montant AP
clôture AP
création AP
création d'opération

MAJ le 6/12/24

n°APP001 **Sécurisation Seiches - Durtal** **6 264 282,14** Montant initial 2020 de l'AP : 7 207 687,80 - Révision à 6 363 443,65 (+ 1 034 212 € de participation estimative à verser à ALM en section d'exploitation) - A clôturer pour 6 260 365,52

			2020		2021		2022		2023		2024		Total	
Opération	Marché	Libéllé	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP
2020-01		**Interconnexion ALM Seiches**												
	2018SAFEGE M	Montant initial (date de création CS du 13/03/2020)			715 971,00		1 167 348,00						1 883 319,00	
	22-009 TX	Révision Avril 2021			-665 971,00		665 971,00						0,00	
		Report solde sur CP 2021 (décembre 2021)			-39 681,67		39 681,67						0,00	
		Révision Décembre 2021					546 866,33		111 000,00		277 000,00		934 866,33	
		Report solde sur CP 2022 (décembre 2022)					-1 384 491,55		1 384 491,55				0,00	
		Révision Décembre 2022									-154 000,00		-154 000,00	
		Report solde CP 2022 (mars 2023)					5 216,88		-5 216,88				0,00	
		Révision mars 2023							-1 268 974,67		-123 000,00		-1 391 974,67	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)							-9 248,33		9 248,33		0,00	
		Article Imputation comptable			2315		2315		2315		2315			
		Total opération			**10 318,33**	**10 318,33**	**1 040 592,33**	**1 040 592,33**	**212 051,67**	**212 051,67**	**9 248,33**	**9 145,00**	**1 272 210,66**	**1 272 107,33**
		Solde sur CP				0,00		0,00		0,00				
2020-03		**Achat terrain Seiches et Construction bâches Seiches**												
	2018SAFEGE M	Montant initial (date de création CS du 13/03/2020)	7 000,00		994 232,00		243 935,00						1 245 167,00	
	21-230 TX	Révision Avril 2021			-394 232,00		394 232,00						0,00	
		Report solde sur CP 2020 (avril 2021)	-7 000,00				7 000,00						0,00	
		Révision Juin 2021			-300 000,00								-300 000,00	
		Report solde sur CP 2021 (décembre 2021)			-253 254,00		253 254,00						0,00	
		Révision Décembre 2021					285 282,00						285 282,00	
		Report solde sur CP 2022 (décembre 2022)					-665 292,78		665 292,78				0,00	
		Révision Décembre 2022							150 000,00				150 000,00	
		Report solde CP 2022 (mars 2023)					3 256,56		-3 256,56				0,00	
		Révision mars 2023							-74 036,22				-74 036,22	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)							-75 038,50		75 038,50		0,00	
		Report solde CP 2023 (mars 2024)							7 057,13		-7 057,13		0,00	
		Article Imputation comptable			2313		2313		2313		2313 : 66 551,37 2111 : 1430	2313 : 65833,74		
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**46 746,00**	**46 746,00**	**521 666,78**	**521 666,78**	**670 018,63**	**670 018,63**	**67 981,37**	**65 833,74**	**1 306 412,78**	**1 304 265,15**
		Solde sur CP		0,00		0,00		0,00		0,00				
2020-08		**Interconnexion SIAEP Sarthe et Loir**												
		Montant initial (date de création CS du 13/03/2020)	250 000,00		500 000,00								750 000,00	
		Révision Avril 2021											0,00	
		Report solde sur CP 2020 (avril 2021)	-250 000,00		-250 000,00		250 000,00						-250 000,00	
		Révision Juin 2021											0,00	
		Report solde sur CP 2021 (décembre 2021)			-246 216,54		246 216,54						0,00	
		Révision Décembre 2021					-146 216,54						-146 216,54	
		Report solde sur CP 2022 (décembre 2022)					-350 000,00		350 000,00				0,00	
		Révision Décembre 2022							4 000,00				4 000,00	
		Révision mars 2023							1 700,00				1 700,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)							-355 700,00		355 700,00		0,00	
		Révision décembre 2023									-91 101,00		-91 101,00	
		Article Imputation comptable			2315		2315		2315		238 : 262 934 2315 : 1665	238 : 262933,34		
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**3 783,46**	**3 783,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**264 599,00**	**262 933,34**	**268 382,46**	**266 716,80**
		Solde sur CP				0,00				0,00				

AP/CP - COMITE DU 6/12/2024

révision des montants et échéances — MAJ le 6/12/24
modification montant AP
clôture AP
création AP
report solde CP 2024 sur 2025

2020-09		**Interconnexion Seiches - Durtal Feeder Nord**												
	2018SAFEGE M	Montant initial (date de création CS du 13/03/2020)	190 000,00		3 139 201,80								3 329 201,80	
	21-001 Feeder	Révision Avril 2021			80 000,00		170 000,00						250 000,00	
	21-016 Pompag	Report solde sur CP 2020 (avril 2021)	-59872,19		59 872,19								0,00	
		Révision Juin 2021			300 000,00								300 000,00	
		Report solde sur CP 2021 (décembre 2021)			-488 693,84		488 693,84						0,00	
		Révision Décembre 2021					-443 532,34						-443 532,34	
		Augmentatoin AP Juin 2022					230 000,00						230 000,00	
		Report solde sur CP 2022 (décembre 2022)					-269 488,51		269 488,51				0,00	
		Report solde CP 2022 (mars 2023)					14 155,80		-14 155,80				0,00	
		Révision mars 2023							-240 332,71				-240 332,71	
		Révision décembre 2023							-8 060,51					
		Article Imputation comptable			2315		2315		2315					
		Total opération	**130 127,81**	**130 127,81**	**3 090 380,15**	**3 090 380,15**	**189 828,79**	**189 828,79**	**6 939,49**	**6 939,49**	**0,00**	**0,00**	**3 425 336,75**	**3 417 276,24**
		Solde sur CP		0		0,00		0,00		0,00				
Total APP001			130 127,81		3 151 227,94		1 752 087,90		889 009,79		341 828,70		6 264 282,14	6 260 365,52

n°APP004 **Démolition usine de Seiches** **271 774,50**

			2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		Total	
Opération	Marché	Libéllé	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP
2021-R10001		**Abandon usine de Seiches**																
	2018SAFEGE M	Montant initial (date de création CS du 2/04/21)	50 000,00		221 774,50												271 774,50	
		Révision Avril 2021															0,00	
		Report solde sur CP 2021 (décembre 2021	-50 000,00				50 000,00										0,00	
		Révision Décembre 2021			-221 774,50		85 887,50		135 887,00								0,00	
		Révision Décembre 2022			2 972,97		-85 887,50		82 914,53								0,00	
		Report solde CP 2022 (mars 2023)			-2 972,97		2 972,97										0,00	
		Révision mars 2023					-32 972,97		32 972,97		0,00						0,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)					-10 729,31				10 729,31						0,00	
		Révision décembre 2023							-251 774,50	0,00	251 774,50						0,00	
		Révision décembre 2024									-252 503,81		126 252,00		126 251,81		0,00	
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 270,69**	**9 270,69**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**126 252,00**		**126 251,81**		**271 774,50**	**9 270,69**
		Solde sur CP		0,00		0,00		0,00										
		Article Imputation comptable	**2313**		**2313**		**2313**		**2313**		**2313**		**2313**		**2313**			
Total APP004			0,00		0,00		9 270,69		0,00		10 000,00		126 252,00		126 251,81		271 774,50	9 270,69

n°APP005 **Démolition usine de Rochefort** **291 600,00**

			2021		2022		2023		2024		2025		2026		Total	
Opération	Marché	Libéllé	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP
2021-R10002		**Abandon usine de Rochefort**														
		Montant initial (date de création CS du 2/04/21)			21 600,00		270 000,00								291 600,00	
		Report solde sur CP 2021 (mars 2022)			-21 600,00		21 600,00								0,00	
		Révision Décembre 2022					-241 600,00		241 600,00						0,00	
		Révision mars 2023					-50 000,00		50 000,00						0,00	
		Révision décembre 2023							-291 600,00		291 600,00				0,00	
		Révision décembre 2024									-276 600,00		276 600,00		0,00	
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**0,00**	**276 600,00**	**0,00**	**291 600,00**	**0,00**
		Solde sur CP		0,00												
		Article Imputation comptable	**2313**		**2313**		**2313**		**2313**		**2313**		**2313**			
Total APP005			0,00		0,00		0,00		0,00		15 000,00		276 600,00		291 600,00	0,00

AP/CP - COMITE DU 6/12/2024

révision des montants et échéances
modification montant AP
clôture AP
création AP

MAJ le 6/12/24

report solde CP 2024 sur 2025

n°APP007 **Démolition usine de Segré et construction bâche Segré** **1 052 200,00**

Opération	Marché	Libéllé	2022 Prévision CP	2022 Réalisation CP	2023 Prévision CP	2023 Réalisation CP	2024 Prévision CP	2024 Réalisation CP	2025 Prévision CP	2025 Réalisation CP	2026 Prévision CP	2026 Réalisation CP	Total Prévision CP	Total Réalisation CP
2022-01		**Démolition usine de Segré et construction bâche Segré**												
		Montant initial (date de création CS du 11/03/2022)	75 000,00		488 600,00		488 600,00						977 200,00	
		Report solde sur CP 2022 (décembre 2022)	-75 000,00				75 000,00						75 000,00	
		Révision mars 2023			-453 600,00		453 600,00						0,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)			-35 000,00				35 000,00				0,00	
		Révision décembre 2023					-1 017 200,00		1 017 200,00				0,00	
		Révision décembre 2024							-1 052 200,00		1 052 200,00		0,00	
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 052 200,00**	**0,00**	**1 052 200,00**	**0,00**
		Solde sur CP				0,00								
		Article Imputation comptable	**2313**		**2313**		**2313**		**2313**		**2313**			
Total APP007			0,00		0,00		0,00		0,00		1 052 200,00		1 052 200,00	0,00

n°APP008 **Construction stations de surpression (La Pouëze et Bécon)** **1 500 000,00** Montant initial de 480 000 €

Opération R2024-02 créée pour 500 000 et augmentation AP à 1 500 000 €

Opération	Marché	Libéllé	2022 Prévision CP	2022 Réalisation CP	2023 Prévision CP	2023 Réalisation CP	2024 Prévision CP	2024 Réalisation CP	2025 Prévision CP	2025 Réalisation CP	2026 Prévision CP	2026 Réalisation CP	Total Prévision CP	Total Réalisation CP
R202210		**Construction stations de surpression La Pouëze**												
	23-025 SETEC M	Montant initial (date de création CS du 11/03/2022)	120 000,00		180 000,00		180 000,00						480 000,00	
		Report solde sur CP 2022 (décembre 2022)	-120 000,00				120 000,00						0,00	
		Révision mars 2023			-65 000,00		65 000,00						0,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)			-112 760,00		112 760,00						0,00	
		Révision décembre 2023					-150 000,00		150 000,00				0,00	
		Report solde sur CP 2024 (décembre 2024)					-308 265,00		308 265,00				0,00	
		Augmentation décembre 2024							520 000,00				520 000,00	
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**2 240,00**	**2 240,00**	**19 495,00**	**19 495,00**	**978 265,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**21 735,00**
		Solde sur CP				0,00		0,00						
R2024-02		**Construction stations de surpression Bécon**												
		Montant initial (date de création CS du 6/12/2024)							65 000,00		435 000,00		500 000,00	
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**65 000,00**	**0,00**	**435 000,00**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**
		Article Imputation comptable	**2313**		**2313 : 415 2115 : 1825**		**2313 : 308 760 2025 : 15 000 2115 : 4 000**	**2313 : 16945 2315 : 2550**	**2313**		**2313**			
Total APP008			0,00		2 240,00		19 495,00		1 043 265,00		435 000,00		1 500 000,00	21 735,00

n°APP009 **Modernisation Système information de l'exploitation (SDSI)** **600 000,00** Montant intial de 500 000 €

2 Opérations créées pour SIG et pour SCADA

Opération	Marché	Libéllé	2022 Prévision CP	2022 Réalisation CP	2023 Prévision CP	2023 Réalisation CP	2024 Prévision CP	2024 Réalisation CP	2025 Prévision CP	2025 Réalisation CP	Total Prévision CP	Total Réalisation CP
R202211		**Modernisation Système information de l'exploitation**										
	23-017 TACTIS/	Montant initial (date de création CS du 11/03/2022)	90 000,00		210 000,00		200 000,00				500 000,00	
		Révision Décembre 2022	-90 000,00		-120 000,00		10 000,00		200 000,00		0,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)			-61 235,00		61 235,00				0,00	
		Révision Mars 2024					-51 022,50		51 022,50		0,00	
		Révision décembre 2024					-189 995,03		-200 004,97		-390 000,00	
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**28 765,00**	**28 765,00**	**30 217,47**	**30 217,47**	**51 017,53**	**0,00**	**110 000,00**	**58 982,47**
		Solde sur CP						0,00				
R2024-03		**SIG**										
	24-013 CIRIL	Montant initial (date de création CS du 6/12/2024)							120 000,00		120 000,00	
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**120 000,00**	**0,00**	**120 000,00**	**0,00**
R2024-04		**SCADA**										
		Montant initial (date de création CS du 6/12/2024)							370 000,00		370 000,00	
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**370 000,00**	**0,00**	**370 000,00**	**0,00**
		Article Imputation comptable			**2033 : 990 232 : 27 775**		**232 : 78 212,50 2051 : 142 000**	**2033 : 720 232 : 28 777,47**	**232**			
		Solde sur CP				0,00						
Total APP009			0,00		28 765,00		30 217,47		541 017,53		600 000,00	58 982,47

AP/CP - COMITE DU 6/12/2024

révision des montants et échéances
modification montant AP
clôture AP
création AP

MAJ le 6/12/24

report solde CP 2024 sur 2025

n°APP010 **Réhabilitation 4 réservoirs** **640 000,00** Montant initial de l'AP : 540 000 - Augmentation par DCS du 8/12/2023 à 640 000 avec une nouvelle opération 2023-03

			2022		2023		2024		2025		2026		Total	
Opération	Marché	Libéllé	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP
2023-03		**Réservoir de Mozé**												
	2024 SETEC MC	Montant initial (date de création CS du 8/12/22)					100 000,00						100 000,00	
		Révision Mars 2024					100 000,00						100 000,00	
		Révision Décembre 2024					-200 000,00		120 000,00		80 000,00		0,00	
		Total opération	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**
		Solde sur CP												
2022-02		**Réservoir de Chalonnes**												
		Montant initial (date de création CS du 11/03/22)	30 000,00		80 000,00								80 000,00	
		Révision Juin 2022	-30 000,00		30 000,00								30 000,00	
		Révision mars 2023			-110 000,00		110 000,00						0,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)					-110 000,00		110 000,00				0,00	
		Révision Décembre 2024							-90 000,00		90 000,00		0,00	
		Total opération	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**90 000,00**	**0,00**	**110 000,00**	**0,00**
		Solde sur CP												
2022-03		**Réservoir de St Augustin**												
	23,025 SETEC M	Montant initial (date de création CS du 11/03/22)	30 000,00		130 000,00								130 000,00	
		Report solde sur CP 2022 (décembre 2022)	-30 000,00		-80 000,00		110 000,00						30 000,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)			-50 000,00		50 000,00		0,00		0,00		0,00	
		Report solde CP 2023 (mars 2024)			9 385,00		-9 385,00						0,00	
		Révision Mars 2024					-100 615,00		100 615,00				0,00	
		Report solde sur CP 2024 (décembre 2024)					-27 940,00		27 940,00				0,00	
		Révision Décembre 2024							170 000,00				170 000,00	
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**9 385,00**	**9 385,00**	22 060,00	**22 060,00**	**298 555,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**330 000,00**	**31 445,00**
		Solde sur CP				0,00		0,00						
2022-04		**Réservoir de Chazé-Henry**												
		Montant initial (date de création CS du 11/03/22)	40 000,00		230 000,00								230 000,00	
		Révision Juin 2022	-40 000,00		40 000,00								40 000,00	
		Révision mars 2023			-270 000,00		270 000,00						0,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)					-270 000,00		170 000,00				-100 000,00	
		Révision Décembre 2024 : suppression de l'opération							-170 000,00				-170 000,00	
		Total opération	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		Solde sur CP												
		Article Imputation comptable	**2313**		**2313**		**2313**		**2313**		**2313**			
Total APP010			0,00		9 385,00		22 060,00		438 555,00		170 000,00		640 000,00	31 445,00

n°APP011 **Etude sur la ressource en eau** **160 000,00** **Création AP avec montant initial : 160 000 € sur 3 ans**

			2023		2024		2025		2026		Total	
Opération	Marché	Libéllé	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP
2023-02		**Etude sur la ressource en eau**										
	24,002 BRL Ingé	Montant initial (date de création CS du 29/09/2023)	40 000,00		100 000,00		20 000,00				160 000,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)	-39 280,00		39 280,00						0,00	
		Révision Mars 2024			-39 280,00		39 280,00				0,00	
		Révision Décembre 2024			-100 000,00		95 720,00		4 280,00		0,00	
		Total opération	**720,00**	**720,00**	**0,00**	**0,00**	**155 000,00**	**0,00**	**4 280,00**	**0,00**	**160 000,00**	**720,00**
		Solde sur CP										
		Article Imputation comptable	**2033 : 720**		**2031 : 99 500**		**2031**		**2031**			
					2033 : 500							
Total APA001			720,00		0,00		155 000,00		4 280,00		160 000,00	

AP/CP - COMITE DU 6/12/2024

report solde CP 2024 sur 2025

révision des montants et échéances
modification montant AP
clôture AP
création AP

MAJ le 6/12/24

n°APA002 **Reconstruction usine de St Georges** **11 700 000,00** Montant initial de l'AP : 4 190 000 - Révision au 29/09/23 à 11 700 000

			2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		Total	
Opération	Marché	Libéllé	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP
2021-R10004		**Construction nouvelle usine + MOE**																
	21,001 MOE Sa	Montant initial APA004 (date de création CS du 13/03/2020)	30 000,00		40 000,00		140 000,00		1 450 000,00		1 550 000,00		980 000,00				4 190 000,00	
	23,031 Travaux	Révision Juillet 2020 (DCS du 3/07/2020)	60 000,00										-60 000,00				0,00	
	21,009 Mission	Report solde sur CP 2020	-1 852,22		1 852,22												0,00	
		Révision Décembre 2020 (DCS du 11/12/2020)	-66 633,00		160 000,00								-93 367,00				0,00	
		Clôture APA004 opération 2020-12 et création APA002 opération 10004 (CS du 2/04/21)																
		Report solde sur CP 2021 (DCS du 10/12/2021)			-140 847,27		140 847,27										0,00	
		Report solde sur CP 2022 (DCS du 9/12/2022)					-211 361,83				211 361,83						0,00	
		Révision Décembre 2022 (DCS du 9/12/2022)							-750 000,00		750 000,00						0,00	
		Révision Septembre 2023 (DCS du 29/09/2023)									4 568 638,17		2 349 361,83		592 000,00		7 510 000,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)							-630 777,98		630 777,98						0,00	
		Révision décembre 2023									-1 210 777,98		1 210 777,98				0,00	
		Révision Mars 2024									-5 900 000,00		4 000 000,00		1 900 000,00		0,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)									-96 668,53		96 668,53				0,00	
		Révision Décembre 2024											-1 483 441,34		1 483 441,34		0,00	
		Total opération	**21 514,78**	**21 514,78**	**61 004,95**	**61 004,95**	**69 485,44**	**69 485,44**	**69 222,02**	**69 222,02**	**503 331,47**	**503 331,47**	**7 000 000,00**	**0,00**	**3 975 441,34**		**11 700 000,00**	**724 558,66**
		Solde sur CP		0,00		0,00		0,00		0,00		0,00						
		Article Imputation comptable							**2031 : 3575 2313 : 65 647,02**		**2313 : 464 080 238 : 134 230 2031 : 1420 2033 : 270**	**2313 : 367428,13 2033 : 270 238 : 134213,34**	**2313**		**2313**			
Total APA002			21 514,78		61 004,95		69 485,44		69 222,02		503 331,47		7 000 000,00		3 975 441,34		11 700 000,00	

n°APA005 **Interconnexion St Georges-Rochefort Feeder Sud** 3 475 400,00 Montant initial de l'AP : 2 746 740 - Révision à 3 475 400 en décembre 2022 - A clôturer pour 3 281 684,62

			2021		2022		2023		2024		Total	
Opération	Marché	Libéllé	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP
2021-R10006		**Feeder Sud**										
	21,007 Feeder S	Montant initial (date de création CS du 2/04/2021)	2 716 740,00								2 716 740,00	
	21,017 Pompag	Révision Avril 2021	-365 400,00		444 060,00						78 660,00	
		Révision Juin 2021	200 000,00		80 000,00						280 000,00	
		Report solde sur CP 2021 (décembre 2021)	-228 194,73		228 194,73						0,00	
		Reprt solde sur CP 2021 (mars 2022)	-67 033,40		67 033,40						0,00	
		Augmentation AP mars 2022			200 000,00						200 000,00	
		Augmentation AP juin 2022			125 000,00						125 000,00	
		Report solde sur CP 2022 (décembre 2022)			-162 167,62		162 167,62				0,00	
		Augmentation AP Décembre 2022					75 000,00				75 000,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)					-211 049,33		211 049,33		0,00	
		Report solde CP 2023 (mars 2024)					-935,60		935,60		0,00	
		Révision Mars 2024							-193 715,38		-193 715,38	
		Total opération	**2 256 111,87**	**2 256 111,87**	**982 120,51**	**982 120,51**	**25 182,69**	**25 182,69**	**18 269,55**	**18 269,55**	**3 281 684,62**	**3 281 684,62**
		Solde sur CP		0,00		0,00		0,00				
		Article Imputation comptable	**2315**		**2315**		**2315**		**2315**			
Total APA005			2 256 111,87		982 120,51		25 182,69		3 263 415,07			

n°APA006 **Démolition usine de Chalonnes** **151 200,00**

			2021		2022		2023		2024		2025		2026		Total	
Opération	Marché	Libéllé	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP
2021-R10007		**Abandon usine de Chalonnes**														
		Montant initial (date de création CS du 2/04/2021)	151 200,00												0,00	
		Report solde sur CP 2021 (avril 2022)	-151 200,00				151 200,00								151 200,00	
		Révision mars 2023					-151 200,00		151 200,00						0,00	
		Révision décembre 2023							-121 200,00		121 200,00				0,00	
		Révison Mars 2024							20 000,00		-20 000,00				0,00	
		Révision Décembre 2024							-50 000,00		-51 200,00		101 200,00		0,00	
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**101 200,00**	**0,00**	**151 200,00**	**0,00**
		Solde sur CP														
		Article Imputation comptable	**2313**		**2313**		**2313**		**2313**		**2313**		**2313**			
Total APA006			0,00		0,00		0,00		0,00		50 000,00		101 200,00		151 200,00	0,00

AP/CP - COMITE DU 6/12/2024

report solde CP 2024 sur 2025

révision des montants et échéances
modification montant AP
clôture AP
création AP

MAJ le 6/12/24

n°APA008 **Construction locaux d'exploitation pour la régie** **2 930 000,00**

			2023		2024		2025		2026		2027		Total	
Opération	Marché	Libéllé	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP
R202301		**Construction locaux régie SEA**												
	2023/009 Alter	Montant initial (date de création CS du 11/03/2023)	100 000,00		200 000,00		2 630 000,00						2 930 000,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)	-95 800,00		95 800,00								0,00	
		Révision Mars 2024			-180 800,00		180 800,00						0,00	
		Report solde sur CP 2023 (décembre 2023)			-105 587,78		105 587,78						0,00	
		Révision Décembre 2024					-2 766 387,78		1 750 000,00		1 016 387,78		0,00	
		Total opération	**4 200,00**	**4 200,00**	**9 412,22**	**9 412,22**	**150 000,00**	**0,00**	**1 750 000,00**	**0,00**	**1 016 387,78**	**0,00**	**2 930 000,00**	**13 612,22**
		Solde sur CP		0,00		0,00								
		Article Imputation comptable	**2031**		**2115 : 70 000 2031 : 15 000 2313 : 30 000**	**2031 : 9412,22**	**2313**		**2313**		**2313**			
Total APA008			4 200,00		9 412,22		150 000,00		1 750 000,00		1 016 387,78		2 930 000,00	13 612,22

n°APA009 **Nouveaux captages St Georges sur Loire** **1 000 000,00**

			2024		2025		2026		2027		Total	
Opération	Marché	Libéllé	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP	Prévision CP	Réalisation CP
R2024-01		**Nouveaux captages St Georges sur Loire**										
	24,010 AMO Du	Montant initial (date de création CS du 29/03/2024)	35 000,00		100 000,00		600 000,00		265 000,00		1 000 000,00	
		Révision Décembre 2024	-35 000,00		35 000,00						0,00	
		Total opération	**0,00**	**0,00**	**135 000,00**	**0,00**	**600 000,00**	**0,00**	**265 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**
		Solde sur CP										
		Article Imputation comptable	**2031**		**2031**		**2313**		**2313**			
Total APA009			0,00		135 000,00		600 000,00		265 000,00		1 000 000,00	0,00

Opération simple
Format opération : année-n°opération — exemple — 2020-06 — Réhabilition ouvrages réservoirs

Opération réglementaire
Jusqu'en 2021, Format opération : année-R+n°opération — exemple — 2021-R10001 — Abandon usine de Seiches
A partir de 2022, Format opération : R+année+n°opération — exemple — R202209 — Nouveaux locaux SEA
A partir de 2024, Format opération : RAAAA-XX — exemple — R2024-01 — Noveaux captages St Georges sur Loire